

# Analyses 2010



**Transferts d'argent des migrants :  
outil de développement économique ?**

Avec le soutien de la Communauté française

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## Transferts d'argent des migrants : outil de développement économique ?

*Les transferts d'argent des migrants, ou « remittances », désignent les sommes d'argent que les migrants envoient dans leur pays d'origine. Les montants transférés via des canaux formels se sont élevés à plus de 420 milliards de USD en 2009, dont 317 milliards à destination des pays en développement (Banque mondiale, 2009)<sup>1</sup>. De plus, pour certains pays comme le Lesotho ou le Liban, les transferts d'argent des migrants représentaient plus de 20% du produit intérieur brut (PIB) en 2009. L'importance des montants en jeu ainsi que le poids qu'ils peuvent représenter dans l'économie des pays d'origine des migrants, justifient l'intérêt suscité auprès des chercheurs et des décideurs quant au potentiel des transferts d'argent en tant qu'outil de développement économique<sup>2</sup>.*

### Transferts d'argent et développement

Les transferts d'argent des migrants sont perçus comme un outil de développement pour plusieurs raisons.

Premièrement, pour la plupart des pays en développement ils représentent, en volume annuel, la deuxième source de financement externe, après les investissements directs étrangers et devant l'aide publique au développement (*McKenzie et Sasin, 2007*). Bien que les *remittances* soient très différents de ces deux autres flux de capitaux étrangers, en termes notamment de sources, d'objectifs et de bénéficiaires, leur importance relative suggère qu'ils peuvent également jouer un rôle majeur sur les principaux éléments des comptes nationaux des pays qui les reçoivent.

Deuxièmement, les transferts d'argent représentent une part relativement élevée du PIB et du budget des ménages concernés, dans plusieurs pays en développement. Ils ont tendance à être stables et même à augmenter pendant les crises économiques et les désastres naturels (*voir notamment Ratha, 2003*). Ces caractéristiques font des *remittances* une ressource qui peut être non négligeable pour amorcer un développement économique durable dans une région.

Troisièmement, la recherche a mis en évidence l'impact positif des *remittances* sur la croissance à long terme, selon l'usage qui en est fait par les bénéficiaires. En effet, l'argent des migrants peut être associé à une meilleure allocation du capital quand il est envoyé pour faire face notamment à un marché des capitaux peu développé (*voir par exemple Gupta et al., 2007*). L'argent des migrants peut également permettre d'investir dans le capital humain (santé, éducation), ce qui contribue à la croissance à long terme du pays d'origine (*Ziesmer, 2006*). Au-delà de l'impact sur le PIB via les investissements qu'ils permettent de financer, les transferts des migrants améliorent la solvabilité du pays qui les reçoit ainsi que son accès au marché des capitaux internationaux, ce qui peut également contribuer à créer de la croissance économique (*World Bank, 2006; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009*). Enfin, l'on peut s'attendre à ce que l'accroissement de la consommation et des biens importés financés par les *remittances* aient un effet positif sur le PIB, grâce notamment à l'augmentation des recettes fiscales de l'Etat (*voir par exemple Glystos, 2005*).

---

<sup>1</sup> Le volume des transferts informels reste inconnu à ce jour et n'est donc pas repris dans les chiffres officiels.

<sup>2</sup> Par « développement » et « développement économique » nous entendons dans ce texte une croissance (positive) du PIB.

## Véritable outil de développement?

Dans les faits, il n'existe pas de consensus quant à l'impact que les *remittances* ont sur la croissance du PIB. En effet, bien qu'une majorité de la littérature empirique conclut que les transferts d'argent ont un impact positif sur le PIB des pays qui les reçoivent (voir par exemple *Faini, 2007; Solimano, 2003; Toxopeus et Lensink, 2007*), certaines études soulignent que ces transferts peuvent avoir un impact négatif sur l'économie de ces pays (voir par exemple *Chami et al., 2005 ou Azam et Gubert, 2005*). Comme effets négatifs potentiels des transferts des migrants sur la croissance économique des pays d'origine, il y a notamment l'inflation et l'appréciation du taux de change qui diminuent les exportations (voir notamment *Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006*). Les *remittances* peuvent également réduire la quantité de main-d'œuvre disponible sur le marché du travail, dans la mesure où les bénéficiaires des transferts peuvent décider de vivre uniquement des revenus des migrants et de ne pas chercher d'emploi (voir notamment *Chami et al., 2005*).

Considérant les éléments de réponse apportés par la littérature et la recherche actuelle sur le sujet, nous pensons qu'il faut rester attentifs à deux éléments qui font la particularité des *remittances* en tant que flux de capitaux étrangers.

Premièrement, contrairement aux investissements directs étrangers et à l'aide publique au développement, l'argent arrive directement dans le ménage et contribue ainsi à son budget. Comparé aux revenus que le migrant aurait pu rapporter dans le ménage s'il n'avait pas dû migrer, la particularité des revenus dont il est question ici provient du fait que sans la migration, la contribution financière du migrant aux revenus du ménage aurait été moindre, voire inexistante. De plus, les montants transférés par les migrants vivant dans les pays plus développés (transferts nord-sud) ont tendance à être plus importants que ceux envoyés par des migrants se trouvant dans un autre pays en développement (transferts sud-sud). De ce fait, les transferts d'argent constituent effectivement une opportunité de développement pour les ménages concernés (qui peuvent disposer d'un budget moyen supérieur à celui de la majorité des ménages sans migrants), et pour leur communauté, voire pour le pays dans son ensemble.

Cependant, cette opportunité pour les pays d'origine des migrants ne doit pas être surestimée et cela nous mène à notre deuxième élément, à savoir la relation existant entre l'usage qui en est fait et l'impact *in fine* des transferts d'argent. La plus grande part est consommée immédiatement, tandis qu'une proportion moins importante est épargnée ou investie. Face à ce constat, la tendance générale est à encourager l'épargne et à réduire la part consacrée à la consommation directe, parce que l'impact serait alors plus visible sur le développement des communautés touchées par la migration, voire sur le bilan macroéconomique du développement des pays d'origine. Il faut pourtant garder à l'esprit que les migrants et les bénéficiaires de leurs transferts sont les seuls à décider de la façon dont ils pourront dépenser l'argent, car ils sont les seuls à connaître leurs véritables besoins. De ce fait, vu la difficulté d'agir directement sur la proportion des transferts qui sera épargnée, il ne faut pas considérer la totalité des montants transférés comme vecteurs ou moteurs de développement communautaire ou national et rester modeste quand à l'impact que les *remittances* peuvent avoir sur l'économie des pays bénéficiaires.

Néanmoins, il est possible d'améliorer l'impact économique des transferts d'argent des migrants. En effet, selon différentes études portant sur la relation entre les transferts d'argent et l'investissement (moteur de croissance du PIB), il ressort que l'impact de ces transferts sur l'investissement est optimal quand l'argent se retrouve dans le système financier formel,

l'idée étant que les institutions financières sont plus à même que les individus de jouer le rôle d'intermédiaire entre les projets rentables à la recherche de financement et l'épargne disponible. Or, une part importante des transferts se fait via des canaux informels (transferts entre individus ou opérateurs non enregistrés auprès des autorités compétentes) et via des sociétés de transfert spécialisées telle que Western Union. Or, ces acteurs ne proposent généralement pas directement de services financiers (comptes d'épargne par exemple) autres que celui du transfert d'argent. De plus, la majorité des bénéficiaires des transferts n'ont pas accès au système financier formel (faible bancarisation des populations dans les pays en développement). De ce fait, une fois que le bénéficiaire du transfert a reçu l'argent, il n'a pas toujours l'option de pouvoir simplement déposer l'argent non dépensé sur un compte bancaire. C'est donc de l'épargne « perdue » alors qu'elle pourrait substantiellement contribuer à l'économie locale, surtout dans des endroits où les institutions financières manquent de ressources pour octroyer des crédits aux personnes.

Lorsque l'on s'interroge sur la manière de faire des *remittances* un outil de développement économique pour les pays d'origine des migrants, il nous paraît donc plus opportun de mettre en place des mesures visant à améliorer l'inclusion financière des bénéficiaires des transferts d'argent, voire des migrants eux-mêmes, afin de réduire ce que nous avons appelé précédemment l'« épargne perdue », plutôt que de se concentrer sur la manière dont les ménages des migrants utilisent leur argent.

Ritha Sukadi Mata<sup>3</sup>,  
membre du Groupe « Afrique centrale »  
de la Commission Justice et Paix,  
Septembre 2010.

## **Bibliographie**

Amuedo-Dorantes, C. et S.Pozo, 2006, "Remittances as Insurance: Evidence from Mexican Migrants." *Journal of Population Economics*, 19:2, pp.227-54.

Azam, J-P. et F.Gubert, 2005, "Those in Kayes. The Impact of Remittances on their Recipients in Africa." *Revue Economique*, 56:6, pp. 1331-58.

Chami, R., C. Fullenkamp et S. Jashjah, 2005, "Are immigrants' remittances flows a source of capital for development?" *IMF staff papers* 52(1).

Faini, R., 2007, "Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine." *Revue d'Economie du Développement*, 21:2, pp. 153-82.

Giuliano, Paola et M. Ruiz-Arranz, 2009, "Remittances, Financial Development, and Growth." *Journal of Development Economics* (forthcoming), 90:1, pp. 144-52.

Gupta, S., C. Patillo, et S. Wagh, 2007, "Impact of remittances on poverty and financial development in sub-saharan Africa", *IMF Working Paper* (07/38).

---

<sup>3</sup> Ritha Sukadi Mata est chercheuse au Centre Européen de Recherche en Microfinance (CERMI) de l'ULB.

Mckenzie, D. J. et M. J. Sasin, 2007, "Migration, Remittances, Poverty, and Human Capital: Conceptual and Empirical Challenges", World Bank Policy Research Working Paper Series (4272).

Ratha, D., 2003, "Workers Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance," in Global Development Finance 2003: Striving for Stability in Development Finance. Washington: World Bank, pp. 157-75.

Solimano, A., 2003, "Workers Remittances to the Andean Region: Mechanisms, Costs and Development Impact." CEPAL.

Toxopeus, H. S. et R. Lensink, 2007, "Remittances and Financial Inclusion in Development", UNU-WIDER Research Paper (2007/49).

World Bank, 2009, "World Bank Remittances Database."

World Bank, 2006, "Global Economic Prospects. Economic Implications of Remittances and Migration" World Bank.

Ziesemer, T., 2006, "Worker Remittances and Growth: The Physical and Human Capital Channels." UNU - MERIT Working Paper 020, United Nations University.